

Opinion



D.R.

Axel Gosseries

Chercheur FNRS, professeur à l'UCLouvain, auteur de "La justice climatique" (PUF, "Que sais-je?", avec Pierre André)

■ Malgré les désillusions de la Cop 29 à Bakou, des avancées ont été obtenues concernant la méthodologie et l'application des mécanismes d'échange de crédits carbone au plan mondial. Toutefois, une stricte évaluation des réductions réelles sera nécessaire.

l'accord de Paris, c'est qu'un projet de réduction d'émissions effectué dans un autre pays puisse être comptabilisé comme une réduction effectuée dans mon propre pays, moyennant obtention de ce crédit en échange d'un prix. Je suis une entreprise brésilienne et je vends un crédit carbone à une entreprise belge. Cette dernière pourra faire compter ces réductions d'émissions comme les siennes.

Difficulté pratique

L'idée est loin d'être absurde. Mais une des difficultés pratiques majeures est celle de l'additionnalité. De quoi s'agit-il? Si je me trouve dans un pays qui s'est engagé à un montant particulier d'émissions, la part non utilisée de ce montant peut simplement être vendue. Pas besoin dans ce cas d'identifier un scénario *business as usual*. Mais si le pays dont relève mon activité ne s'est pas engagé à un total d'émissions annuelles mesurable, le risque est grand de prétendre que je renonce à des émissions alors que je ne les aurais de toute façon pas effectuées dans le scénario *business as usual*. Ce risque est absent par exemple de l'ETS européen car il existe dans les États concernés un registre national de gaz à effets de serre vérifiable. Par contre, un pays comme le Brésil s'engage à réduire ses émissions de gaz à effet de serre dans une fourchette de 59 à 67 pour cent d'ici 2035 par rapport à 2005. S'agissant d'une fourchette, comment s'assurer dans le cadre de l'article 6 de l'accord de Paris que les crédits carbone d'un projet brésilien vont au-delà d'un tel engagement?

Ainsi, si l'idée d'échange de crédits d'émissions a des vertus indéniables, la question de l'additionnalité, celle de savoir si les réductions vont au-delà de ce qui se serait de toute façon passé ou de ce à quoi on s'est engagé, est cruciale si ces émissions ont lieu sur le territoire d'un État qui ne s'est pas engagé à un plafond annuel précis et vérifiable couvrant l'ensemble de ses émissions nettes. C'est une inquiétude sérieuse qui touche la seule avancée significative obtenue et que la Cop 29 n'a malheureusement pas permis de dissiper.

→ Titre et chapô de la rédaction. Titre original: "La Cop 29 et le marché des crédits carbone".

CHRONIQUE

Optimisme et vigueur déferlent sur notre continent fatigué

■ Malgré les malheurs qui nous accablent, les jeunes ont le besoin impérieux de faire quelque chose de leur vie.



J.C. GUILLAUME

Rik Torfs

Professeur de droit canonique, écrivain, recteur honoraire de la KU Leuven

Je me trompe peut-être, comme c'est souvent le cas, mais j'ai l'impression qu'un retournement tranquille est en train de s'opérer dans notre société. Les gens, y compris de nombreux jeunes, donnent à nouveau l'impression de vouloir faire quelque chose de leur vie. En même temps, nous vivons les derniers jours d'une période où l'accent était surtout mis sur la douleur et la souffrance, sur la difficulté de vivre une vie que l'on n'a pas choisie.

Cette attitude se manifeste par de nombreuses petites choses qui sont liées à une vision morose de l'existence. Le statut de victime, par exemple, est la chose la plus élevée qu'une personne puisse atteindre dans une société sans héros. Il y a des victimes de maladies et d'accidents, de crimes et du climat. Bien sûr, ces personnes méritent toute notre sympathie et notre compassion. Mais elles ne doivent pas et ne peuvent pas devenir des modèles, ne serait-ce que parce qu'elles n'ont pas choisi elles-mêmes leur rôle de victime. Et aussi parce que chaque victime n'est pas nécessairement une bonne personne.

Comparer sa vie empêche de vivre

Il y a aussi la souffrance psychique. Elle découle de la naissance. Certains reprochent à leurs parents de leur avoir donné ce cadeau empoisonné. Après tout, il vaut mieux ne pas vivre que vivre, dit-on. Mais il faut tout de même d'abord vivre pour pouvoir dire cela.

Bien sûr, il existe aussi des formes moins extrêmes de souffrir de l'existence. De nombreuses personnes, souvent des jeunes, luttent pour leur santé mentale. Ils éprouvent un sentiment de futilité. Il est très difficile de trouver des contre-arguments à cela. Ceux qui s'y essaient – je le déconseille – s'entendent rapidement dire qu'ils ont la parole facile. Ce qui n'est pas certain. Personne ne vit la vie des autres et n'en connaît les côtés sombres. De toute façon, comparer sa vie à celle des autres ne rend pas heureux car cela empêche de vivre pleinement la sienne.

Enfin, il y a la morosité liée aux problèmes du monde. Le climat et la guerre, par exemple. Certains veulent déclarer l'état d'urgence et mettre temporairement la démocratie à l'écart

pour faire face aux problèmes climatiques. Comme si les politiques autoritaires étaient mieux à même de répondre aux questions vraiment importantes. Une autre personne que j'ai entendue a suggéré que la guerre soit interdite par le droit international. C'est le meilleur moyen de devenir très malheureux. Après tout, il y aura toujours des guerres. Nous ne pouvons qu'espérer qu'elles soient peu nombreuses, courtes et qu'elles ne fassent pas couler trop de sang. Les êtres humains demeureront toujours imparfaits.

La victimisation, la souffrance de la vie, la lutte contre le changement climatique et la guerre ont un point commun: elles montrent un être humain sur la défensive qui se défend contre tous les malheurs qui l'accablent. La question de savoir ce qui vaut la peine dans la vie est donc moins claire. Nos normes et nos valeurs, répond-on d'habitude. Mais que sont-elles? Souvent, elles s'avèrent également défensives. La tolérance, par exemple. Un concept louable. Tolérer la différence, c'est merveilleux. Mais entre-temps, on ne sait pas très bien à quoi on tient personnellement. Il en va de même pour un concept tel que l'État laïque. Il ne fait qu'esquisser un cadre. Il ne dit rien sur ce que nous trouvons vraiment important.

Travailler dur

C'est peut-être exactement ce qu'il faudrait exprimer plus souvent. Ces dernières années, j'ai constaté chez des jeunes un besoin impérieux de faire quelque chose de leur vie. D'aller de l'avant. Peut-être même gagner un peu d'argent. D'avoir une relation stable. De mener une vie spirituelle. Tout cela en réalisant que les échecs font partie de la vie et que le fait de rester bloqué dans un état de victime empêche de prendre de nouvelles décisions créatives. On réalise de plus en plus que profiter de la vie ne signifie pas *dolce farniente* et que travailler dur n'est pas un signe de pauvreté émotionnelle, mais peut être agréable et épanouissant. Que l'incertitude d'un statut d'indépendant peut être préférable à la stabilité illusoire d'une vie de fonctionnaire.

Aux États-Unis, le goût du progrès a toujours été plus fort qu'en Europe, ce qui explique en partie leur essor économique. La mentalité européenne diffère de la mentalité américaine. Nous regrettons ce que nous avons perdu et qui nous manque aujourd'hui. Les Américains veulent acquiescer ce qu'ils n'ont jamais eu auparavant.

Pourtant, j'ai le sentiment, en parlant avec des jeunes, car je n'ai pas de chiffres, qu'une nouvelle vague d'optimisme et de vigueur déferle tranquillement sur notre continent fatigué.